

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3280

[2004/202631]

27 MAI 2004. — Décret relatif à l'organisation du tourisme (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions généralesCHAPITRE I^{er}. — *Du champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Des définitions*

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o organisme touristique : fédération provinciale du tourisme, maison du tourisme, office du tourisme ou syndicat d'initiative;

2^o loi du 16 juillet 1973 : la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

TITRE II. — Du Commissariat général au tourismeCHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Art. 3. Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique dénommé Commissariat général au tourisme, en abrégé : C.G.T.

Il est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Les dispositions de cette loi sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret.

Nul autre ne peut faire usage de la dénomination visée à l'alinéa 1^{er} ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion.

Le siège du Commissariat général au tourisme est établi à Namur.

CHAPITRE II. — *Des missions*

Art. 4. § 1^{er}. Le Commissariat général au tourisme est chargé :

1^o d'exécuter la politique générale du Gouvernement en matière de tourisme;

2^o de gérer les infrastructures touristiques, propriétés de la Région wallonne, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;

3^o d'exécuter les actions spécifiques que lui confie le Gouvernement en rapport avec les missions visées au § 2.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme est chargé d'organiser ou de promouvoir le tourisme en Région wallonne, par tous moyens adéquats.

Il est ainsi chargé notamment de :

1^o l'instruction des demandes d'autorisation, de reconnaissance, d'agrément, de révision du classement, de dérogation à un critère de classement ou de subvention;

2^o l'octroi des autorisations, classements et dérogations y afférentes, ainsi que des reconnaissances et des agréments;

3^o l'engagement budgétaire, la liquidation et le paiement des subventions en matière de tourisme;

4^o la promotion touristique de la Wallonie sur son territoire et le financement des actions de promotion menées par les organismes touristiques locaux;

5^o la définition du contenu de l'image touristique de la Wallonie qui inclut l'analyse et la conception du contenu marketing et de la stratégie y afférents;

6^o la conception et la réalisation des publications des brochures officielles, ainsi que d'autres publications mettant en valeur des produits touristiques spécifiques à la Wallonie, le cas échéant, en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme;

7^o le collationnement, l'analyse et la diffusion de données relatives à la politique touristique de la Région wallonne;

8^o le développement de produits touristiques régionaux;

9^o la participation aux foires et salons, le cas échéant, en collaboration avec tout autre organisme concerné en matière de tourisme.

Art. 5. En vue de la réalisation de ses missions, le Commissariat général au tourisme peut notamment développer et réaliser toute activité se rapportant directement ou indirectement à ses missions.

Il peut accomplir tout acte se rapportant de manière directe ou indirecte à ses missions.

CHAPITRE III. — *Des attributions du personnel du Commissariat général au tourisme*

Art. 6. La gestion journalière est assurée par le commissaire général au tourisme et, en son absence, par le commissaire général adjoint.

Le commissaire général et le commissaire général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées au commissaire général au tourisme et au commissaire général adjoint.

CHAPITRE IV. — *Du comité d'orientation*

Art. 7. Il est créé un comité d'orientation. Celui-ci a pour missions de :

1° coordonner les actions de promotion du Commissariat général au tourisme et de l'Office de promotion du tourisme de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, établissement d'utilité publique visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à la promotion du tourisme, dénommé ci-après l'Office de promotion du tourisme;

2° remettre un avis au Gouvernement sur la participation aux foires et salons;

3° formuler des propositions sur les publications dont la réalisation est confiée au Commissariat général au tourisme;

4° remettre un avis au Gouvernement sur le rapport d'activités visé à l'article 15, § 1^{er}.

La composition du comité d'orientation est fixée par le Gouvernement. Il comprend en son sein le directeur général de l'Office de promotion du tourisme et le Commissaire général au tourisme.

Le comité d'orientation établit son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE V. — *Du personnel*

Art. 8. Le Gouvernement arrête le cadre du personnel du Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement détermine, d'une part, les modalités de transfert et de mise à disposition vers le Commissariat général au tourisme des membres du personnel de la Région wallonne et, d'autre part, les modalités de permutation entre le Commissariat général au tourisme et la Région wallonne.

CHAPITRE VI. — *De la gestion financière*

Art. 9. Les ressources du Commissariat général au tourisme sont :

1° une subvention annuelle accordée par la Région wallonne, destinée notamment aux traitements et salaires, aux loyers de bâtiments, à tous les frais liés à l'activité des services, aux études, fournitures, travaux et entretiens, établis dans le cadre du budget annuel, ainsi qu'à l'octroi de subventions en matière de tourisme;

2° les crédits alloués pour couvrir les frais relatifs à des missions particulières qui lui seraient demandées par le Gouvernement ou d'autres organismes d'intérêt public;

3° le produit de toute opération mobilière ou immobilière;

4° les libéralités de toute nature;

5° les revenus de parrainage, de coproduction ou de cofinancement;

6° les recettes liées à ses activités;

7° la participation financière de partenaires privés pour la mise en œuvre de projets qui s'insèrent dans les actions de promotion touristique;

8° les soldes non utilisés des exercices antérieurs et le bénéfice net dans les limites fixées par le Gouvernement.

Art. 10. Le Commissariat général au tourisme ne peut recourir à l'emprunt.

Art. 11. Le Gouvernement établit le projet de budget annuel du Commissariat général au tourisme.

Il est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Conseil régional wallon.

Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent le Commissariat général au tourisme dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe la date pour laquelle le projet de budget doit être établi.

Art. 12. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 13. Les transferts et dépassements de crédits inscrits au budget doivent être autorisés par le Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle prévue initialement dans le budget de la Région, ils devront préalablement être approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 14. Le Commissariat général au tourisme tient une comptabilité des engagements selon les règles établies par le Gouvernement.

Art. 15. § 1^{er}. Le Commissariat général au tourisme adresse au Gouvernement un rapport de ses activités durant l'exercice écoulé au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'exercice considéré.

Le Gouvernement transmet ce rapport au Conseil régional wallon et au comité d'orientation dans les soixante jours de sa réception.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme dresse le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'un bilan accompagné d'un compte de résultats au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année considérée.

§ 3. Le Gouvernement fixe les règles relatives aux modalités de contrôle administratif et budgétaire.

Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Gouvernement arrête un protocole d'accord sur le contrôle exercé par l'Inspecteur des Finances sur les recettes et les dépenses du Commissariat général au tourisme, selon les modalités prévues par l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2001 et 16 octobre 2003.

CHAPITRE VII. — *Des biens, droits et obligations*

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les biens meubles et immeubles de la Région wallonne qui sont transférés sans indemnité et de plein droit au Commissariat général au tourisme.

Le Commissariat général au tourisme succède aux droits et obligations relatifs aux biens qui lui sont transférés en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Toutefois, la Région wallonne reste seule tenue des obligations dont le paiement était exigible avant le transfert de propriété en ce qui concerne les biens visés à l'alinéa 1^{er}.

Pour chaque bien transféré, le Gouvernement communique au Commissariat général au tourisme les actes et documents, en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral, mentionnant les droits, charges et obligations relatifs au bien.

L'inventaire de ces actes et documents est dressé dans les plus brefs délais.

En cas de litige relatif au bien transféré, le Commissariat général au tourisme peut toujours appeler la Région wallonne à la cause, et celle-ci intervenir à la cause.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme succède aux droits et obligations de la Région wallonne relatifs aux missions qui lui sont confiées au chapitre II.

La Région wallonne reste cependant tenue des obligations résultant des contrats qu'elle a conclus avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement communique au Commissariat général au tourisme les actes et documents mentionnant les droits et obligations auxquels il succède en vertu du présent paragraphe.

Un inventaire des actes et documents communiqués est dressé dans les plus brefs délais.

En cas de litige, le Commissariat général au tourisme peut toujours appeler la Région wallonne à la cause, et celle-ci intervenir à la cause.

TITRE III. — *Des organismes touristiques*

CHAPITRE I^{er}. — *De la reconnaissance*

Section I^{re}. — *Du principe et du contenu*

Art. 17. Nul ne peut faire usage des dénominations "fédération provinciale du tourisme", "maison du tourisme", "office du tourisme" et "syndicat d'initiative" ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, sans avoir été reconnu en cette qualité.

Section II. — *Des conditions de reconnaissance et de son maintien*

Art. 18. Est reconnu comme fédération provinciale du tourisme toute association sans but lucratif, toute fondation ou tout service d'une administration provinciale qui remplit les conditions suivantes :

- 1° avoir pour but le développement et la promotion du tourisme de la province;
- 2° avoir un ressort couvrant le territoire d'une province au maximum et n'empiétant pas sur celui d'une autre fédération provinciale du tourisme;
- 3° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

Le maintien de la reconnaissance comme fédération provinciale du tourisme est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° inscrire son action dans la politique menée par la Région wallonne en matière de tourisme;
- 2° coordonner les actions entreprises par les maisons du tourisme de son ressort.

Art. 19. Est reconnue comme maison du tourisme toute association de gestion qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être constituée :
 - a. soit d'une intercommunale, dont un secteur d'activités est, de l'accord des associés, le tourisme;
 - b. soit d'un ou de plusieurs offices du tourisme ou syndicats d'initiative associés;
 - c. soit d'une association sans but lucratif créée à cet effet dont peuvent être membres, par dérogation au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales, les communes ainsi que les offices du tourisme et syndicats d'initiative du ressort concerné ou d'autres personnes, physiques ou morales, actives dans le secteur touristique du ressort;
 - d. dans l'hypothèse où l'association sans but lucratif visée à l'alinéa précédent comprend au moins deux communes, ses statuts doivent avoir été approuvés par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine;
- 2° avoir pour objet, d'une part, d'assurer, dans un centre d'accueil composé d'un ou de plusieurs immeubles, l'accueil et l'information permanents du touriste et de l'excursionniste et, d'autre part, de soutenir les activités touristiques de son ressort;
- 3° être dotée d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une exploitation commerciale ou d'une habitation privée;
- 4° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973;
- 5° avoir conclu avec la Région wallonne un contrat-programme portant sur une période de trois ans, qui satisfait aux conditions suivantes :

- a. il détermine le ressort de la maison du tourisme qui doit couvrir le territoire d'au moins deux communes et ne peut empiéter sur celui d'une autre maison du tourisme;
- b. il porte, d'une part, sur la promotion et l'animation touristiques, et, d'autre part, sur l'organisation et le développement touristiques, en concertation avec les offices du tourisme et les syndicats d'initiative du ressort ainsi qu'avec la fédération provinciale du tourisme concernée;
- c. il fixe les heures d'ouverture journalière du bureau d'accueil de la maison du tourisme, en ce compris les heures d'ouverture journalières supplémentaires par rapport au minimum fixé par le Gouvernement.

Le projet de contrat-programme visé à l'alinéa précédent est déposé auprès du Commissariat général au tourisme contre accusé de réception. Le Commissariat général au tourisme le transmet au Gouvernement.

Il y joint l'avis de l'Office de promotion du tourisme, de la fédération provinciale du tourisme concernée et des conseils communaux concernés. Le Gouvernement approuve le contrat-programme et notifie à la maison du tourisme, dans les six mois de l'accusé de réception, sa décision par lettre recommandée à la poste avec copie à la fédération provinciale du tourisme concernée. A défaut de l'envoi dans ce délai à la maison du tourisme, le projet de contrat-programme est réputé n'être pas approuvé.

Le maintien de la reconnaissance comme maison du tourisme est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° être doté d'un personnel au moins bilingue (français-néerlandais, français-anglais ou français-allemand);
- 2° disposer d'un système d'informations touristiques, accessible également en dehors des heures d'ouverture, soit par téléphone, soit par tout autre moyen de communication;
- 3° mettre à disposition du public une documentation touristique régionale et locale;
- 4° respecter les heures d'ouverture du bureau d'accueil fixées par le contrat-programme visé à l'alinéa 1^{er}, 5°.

Art. 20. Est reconnu comme office du tourisme (O.T.) tout service d'une administration communale ou toute association sans but lucratif constituée à l'initiative d'une commune, qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° avoir pour objet le développement et la promotion du tourisme de la commune;
- 2° être doté d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une exploitation commerciale ou d'une habitation privée;
- 3° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

Le maintien de la reconnaissance comme office du tourisme est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° disposer d'un système d'informations touristiques, accessible également en dehors des heures d'ouverture, soit par téléphone, soit par tout autre moyen de communication;
- 2° mettre à disposition du public une documentation touristique locale;
- 3° respecter les heures d'ouverture du bureau d'accueil fixées par la décision de reconnaissance.

Art. 21. Est reconnue comme syndicat d'initiative (S.I.) toute association sans but lucratif qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1° avoir pour objet le développement et la promotion du tourisme, soit de tout ou partie d'une commune, soit de plusieurs communes;
- 2° être doté d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une exploitation commerciale ou d'une habitation privée.

Le maintien de la reconnaissance comme syndicat d'initiative est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° disposer d'un système d'informations touristiques, accessible également en dehors des heures d'ouverture, soit par téléphone, soit par tout autre moyen de communication;
- 2° mettre à disposition du public une documentation touristique locale;
- 3° respecter les heures d'ouverture du bureau d'accueil fixées par la décision de reconnaissance.

Tout syndicat d'initiative peut être composé de sections à caractère local ou thématique.

Art. 22. Le Gouvernement peut préciser les modalités de fonctionnement, à destination du public, des maisons du tourisme, syndicats d'initiative ou offices du tourisme.

Section III. — De la procédure de reconnaissance

Art. 23. Toute demande de reconnaissance comme organisme touristique est introduite auprès du Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le Gouvernement arrête le contenu de la demande de reconnaissance et précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter. Il peut déterminer la forme de la demande.

Art. 24. § 1^{er}. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur, dans les quinze jours de sa réception, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées au Commissariat général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. En même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au § 1^{er}, alinéa 2, le Commissariat général au tourisme transmet la demande de reconnaissance comme fédération provinciale du tourisme au conseil provincial concerné. Celui-ci rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier lui est transmis. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

En même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au § 1^{er}, alinéa 2, le Commissariat général au tourisme transmet la demande de reconnaissance comme maison du tourisme, office du tourisme ou syndicat d'initiative pour avis à la fédération provinciale du tourisme concernée et aux conseils communaux concernés. La fédération provinciale du tourisme et les conseils communaux rendent un avis motivé et le notifient au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier leur est transmis. L'avis des conseils communaux doit faire état de l'avis de chaque organisme touristique reconnu et actif sur leur territoire. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au tourisme.

Art. 25. Le Commissariat général au tourisme statue sur la demande de reconnaissance et notifie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 2.

Lorsque le Commissariat général au tourisme ne se rallie pas à l'avis du conseil provincial, de la fédération provinciale du tourisme ou des conseils communaux, il en indique les motifs.

L'absence de notification au demandeur dans le délai imparti équivaut à une décision d'acceptation.

Le Commissariat général au tourisme informe le Gouvernement des décisions d'octroi ou de refus de reconnaissance et adresse une copie de celles-ci respectivement au conseil provincial concerné, à la fédération provinciale du tourisme concernée et aux conseils communaux concernés.

Section IV. — Du retrait de la reconnaissance

Art. 26. Si un organisme touristique ne satisfait plus aux conditions de reconnaissance ou ne respecte pas les obligations qui lui incombent, le Commissariat général au tourisme peut lui retirer sa reconnaissance.

Art. 27. Avant de prendre une décision de retrait, le Commissariat général au tourisme avise l'organisme touristique concerné, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, du motif de retrait projeté.

L'organisme touristique concerné dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par lettre recommandée au Commissariat général au tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au tourisme. Un procès-verbal est établi. L'organisme touristique concerné est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée.

Art. 28. Le Commissariat général au tourisme statue et notifie sa décision à l'organisme touristique par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le Commissariat général au tourisme informe le Gouvernement des décisions de retrait et adresse une copie de celles-ci respectivement au conseil provincial concerné, à la fédération provinciale du tourisme concernée et aux conseils communaux concernés.

Art. 29. Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise l'organisme touristique concerné par lettre recommandée à la poste.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi de la lettre visée à l'article 27, alinéa 1^{er}.

Section V. — Des conditions et de la procédure de recours

Art. 30. Le demandeur ou le titulaire d'une reconnaissance, également dénommé ci-après le "demandeur", peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre la décision de refus ou de retrait de la reconnaissance.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée.

Il est adressé, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait. Dans ce cas, la décision de retrait est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement.

Art. 31. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au tourisme adresse au demandeur un accusé de réception par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Il envoie, dans le même délai, une copie du recours au président du comité technique des organismes touristiques.

Art. 32. Le demandeur peut solliciter d'être entendu par le comité technique des organismes touristiques soit dans son recours, soit par une lettre recommandée à la poste adressée au président de ce comité dans les quinze jours qui suivent la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant le comité technique des organismes touristiques, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 33. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, le comité technique des organismes touristiques rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Si le comité ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

Art. 34. Le Gouvernement statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les quatre mois qui suivent l'envoi, par le Commissariat général au tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 31.

Lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis du comité technique des organismes touristiques, il en indique les motifs.

Il adresse copie de sa décision au Commissariat général au tourisme. A chaque réunion du comité technique des organismes touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au tourisme concernant les décisions prises sur recours.

Art. 35. A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 34, alinéa 1^{er}, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours qui suivent la réception par le Commissariat général au tourisme de la lettre recommandée contenant rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision d'agrément.

CHAPITRE II. — De l'écusson et des sigles

Art. 36. Le Commissariat général au tourisme délivre aux organismes touristiques un écusson qui reste propriété de la Région wallonne.

Le Gouvernement détermine le modèle de l'écusson et les règles relatives à son apposition, sa reproduction et sa restitution.

Nul ne peut faire usage de l'écusson visé à l'alinéa 1^{er} sans avoir été reconnu, ni d'un sigle ou d'un autre écusson, susceptible de créer une confusion.

CHAPITRE III. — Des subventions

Section I^{re}. — Des généralités

Art. 37. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde aux fédérations provinciales du tourisme une subvention de fonctionnement et d'animation annuelle.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde aux maisons du tourisme une subvention de fonctionnement et d'animation annuelle.

Le Gouvernement peut accorder une subvention complémentaire pour des missions spécifiques qu'il confie à une maison du tourisme.

Art. 38. Le Gouvernement peut préciser les frais pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 37.

Section II. — Du montant des subventions

Art. 39. Le montant de la subvention visée à l'article 37, alinéa 1^{er}, est de maximum 42.500 euros.

La subvention visée à l'article 37, alinéa 2, comprend :

1^o un montant de base de maximum 50.000 euros;

2^o un montant supplémentaire de maximum 15.000 euros, à raison de tranches fixes de 3.750 euros par heure d'ouverture journalière supplémentaire, par rapport au minimum fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut adapter les montants prévus aux alinéas 1^{er} et 2 pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret selon la formule :

$$\frac{\text{Montant prévu à l'alinéa 1} \times \text{indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui de l'entrée en vigueur du présent décret, et l'indice nouveau, celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

Les montants adaptés sur la base de l'alinéa précédent sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale est inférieure à 50, et à l'unité supérieure, dans le cas où la décimale est égale ou supérieure à 50.

Section III. — De la procédure d'octroi, de liquidation et de remboursement des subventions

Art. 40. La demande d'octroi d'une subvention doit être adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement arrête le contenu de la demande de subvention et détermine sa forme. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

Art. 41. Les subventions visées à l'article 37 peuvent être liquidées dès réception, par le Commissariat général au tourisme, du rapport des activités de l'organisme touristique demandeur durant l'exercice précédant celui de la demande.

L'ensemble des pièces justifiant les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention sur la base de l'article 37 doivent être produites au plus tard le 31 mars de l'année suivant la liquidation des subventions.

En cas de non-respect du délai prévu à l'alinéa 2, et sauf prolongation accordée par le Gouvernement sur la base d'une demande dûment justifiée introduite par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, les sommes indûment versées doivent être remboursées.

Art. 42. Lorsque la subvention n'est pas affectée à la destination prévue ou lorsque la reconnaissance est retirée dans le délai fixé à l'article 41, alinéa 2, le bénéficiaire de la subvention doit la rembourser intégralement.

TITRE IV. — Du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques*CHAPITRE I^{er}. — De la composition du Conseil supérieur du tourisme*

Art. 43. § 1^{er}. Le Conseil supérieur du tourisme est composé :

1^o du président et de deux membres de chacun des comités techniques, désignés conformément à l'article 48, alinéa 3;

2^o de huit personnes, non membres d'un comité technique, réputées pour leur compétence acquise dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, dans le secteur du tourisme, dans le respect des articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

Chaque membre a un suppléant. Le Gouvernement choisit le président et le vice-président du Conseil supérieur du tourisme parmi les huit personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2. Les président et vice-président, les autres membres du Conseil supérieur du tourisme, ainsi que leurs suppléants, sont nommés par le Gouvernement. Parmi les membres repris au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le Gouvernement veillera à assurer la représentation des secteurs du tourisme qui ne disposent pas de comité technique ainsi que celle de l'Office de promotion du tourisme, dans le respect de l'article 92ter, alinéa 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 44. Le Conseil supérieur du tourisme peut créer, à la majorité des voix des membres qui le composent, en son sein ou en concertation avec un ou plusieurs comités techniques, des groupes de travail temporaires qui sont chargés d'étudier des sujets précis.

Art. 45. Le Gouvernement doit demander l'avis du Conseil supérieur du tourisme sur tout avant-projet de décret et projet d'arrêté réglementaire dans le domaine du tourisme.

Le Conseil supérieur du tourisme donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis sur la politique touristique en général et sur toute proposition de décret relatif à la matière du tourisme qui serait déposée au Conseil régional wallon.

Lorsqu'il est requis par le Gouvernement, le Conseil supérieur du tourisme rend son avis dans les trente jours. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, le Gouvernement passe outre.

Le Conseil supérieur du tourisme a en outre pour tâche la coordination des avis émanant des comités techniques tels que prévus à l'article 47, 1^o.

CHAPITRE II. — Des comités techniques

Art. 46. Les comités techniques sont composés comme suit :

1^o le comité technique du tourisme social, de représentants des associations du tourisme social, dans le respect des articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973;

2^o le comité technique de l'hôtellerie, de titulaires d'une autorisation d'utiliser une dénomination visée à l'article 2, 3^o, du décret relatif aux établissements d'hébergement touristique et de représentants des associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents;

3^o le comité technique des agences de voyages, d'exploitants d'agences de voyages autorisées, de tour-opérateurs, d'exploitants d'autocars et de représentants des associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents;

4^o le comité technique de l'hôtellerie de plein air, de titulaires d'une autorisation d'utiliser une dénomination visée à l'article 2, 18^o et 21^o, du décret relatif aux établissements d'hébergement touristique, de représentants des associations professionnelles et des associations de campeurs en fonction du nombre d'adhérents;

5^o le comité technique du tourisme de terroir et des meublés de vacances, de titulaires d'une autorisation d'utiliser une dénomination visée à l'article 2, 7^o et 8^o, du décret relatif aux établissements d'hébergement touristique et de représentants d'associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents;

6° le comité technique des villages de vacances, de titulaires d'une autorisation d'utiliser une dénomination visée aux articles 2 et 24bis du décret relatif aux établissements d'hébergement touristique et de représentants d'associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents;

7° le comité technique des organismes touristiques, de deux représentants des fédérations provinciales du tourisme, de trois représentants des maisons du tourisme, et de sept représentants des syndicats d'initiative et offices du tourisme, choisis afin d'assurer une représentation géographique équilibrée, dans le respect des articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973;

8° le comité technique des attractions touristiques, de titulaires d'une autorisation d'utiliser la dénomination "attraction touristique" et de représentants des associations professionnelles en fonction du nombre d'adhérents.

Art. 47. Les comités techniques ont pour tâches :

1° de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande expresse du président du Conseil supérieur du tourisme ou du Commissariat général au tourisme, sur des questions spécifiques relatives à la politique touristique à mener dans le domaine qui relève strictement de leur compétence;

2° de donner des avis en matière d'agrément, d'autorisations, de reconnaissances ou de dérogations quelconques, à la demande du Commissariat général au tourisme;

3° de donner des avis en matière d'octroi de subventions au secteur privé, à la demande du Gouvernement.

Art. 48. Président et vice-président inclus, chaque comité technique est composé de douze membres. Chaque membre a un suppléant.

Les membres des comités techniques et leurs suppléants sont nommés par le Gouvernement après appel public aux candidats. Les candidats doivent être réputés pour leurs compétences acquises dans l'exercice d'activités régulières présentes ou passées dans le secteur du tourisme concerné.

Lors de sa première réunion, chaque comité technique propose, en son sein, d'une part, une liste double de deux noms parmi lesquels le Gouvernement désigne le président et le vice-président et, d'autre part, une liste double de quatre noms parmi lesquels le Gouvernement choisit deux membres et deux suppléants au Conseil supérieur du tourisme.

Le renouvellement des membres s'effectue selon la même procédure.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

Art. 49. § 1^{er}. Les membres du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques sont nommés dans les six mois qui suivent le renouvellement du Conseil régional wallon. Leur mandat a une durée de cinq ans à compter de l'arrêté de nomination. Toutefois, le Conseil supérieur du tourisme et les comités techniques siègent valablement tant que leur renouvellement n'a pas été opéré. Chaque mandat est renouvelable.

Le Gouvernement désigne un délégué qui assiste avec voix consultative aux travaux et délibérations du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques.

Un ou plusieurs délégués du Commissariat général au tourisme peuvent participer avec voix consultative aux réunions du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques.

Le mandat prend fin de plein droit lorsque le mandataire n'exerce plus la fonction en raison de laquelle le mandat a été attribué.

Après trois absences non justifiées, le membre est remplacé d'office par son suppléant.

Le suppléant qui devient effectif achève le mandat de celui qu'il remplace.

§ 2. Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques.

Pour pouvoir délibérer valablement, la moitié au moins des membres doit être présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil supérieur du tourisme et les comités techniques se réunissent selon les nécessités, et au minimum une fois par an, sur convocation de leur président. Lorsque les deux tiers au moins des membres en font la demande, leur président convoque le Conseil supérieur du tourisme ou le comité technique concerné dans les trente jours qui suivent.

Le secrétariat du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques est assuré par un membre du personnel du Commissariat général au tourisme.

Les présidents du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques sont autorisés à convoquer des tiers en qualité d'experts aux réunions qu'ils président ainsi qu'au sein des groupes de travail temporaires prévus à l'article 44.

Le Gouvernement fixe les conditions de remboursement des frais de déplacement des membres du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques.

TITRE V. — *Des infractions et des sanctions*

Art. 50. Est puni d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 26 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura fait usage, sans avoir été reconnu :

1° soit de la dénomination "Commissariat général au tourisme", "fédération provinciale du tourisme", "maison du tourisme", "office du tourisme" ou "syndicat d'initiative", soit d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion;

2° soit de l'écusson visé à l'article 36, soit d'un autre écusson ou sigle susceptible de créer une confusion.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° la fédération provinciale du tourisme qui contrevient à l'article 18;

2° la maison du tourisme qui contrevient à l'article 19;

3° l'office du tourisme qui contrevient à l'article 20;

4° le syndicat d'initiative qui contrevient à l'article 21.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

Art. 51. Sans préjudice des droits incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa précédent sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, ils dressent procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi, le Commissariat général au tourisme transmet ce procès-verbal au procureur du Roi et, par lettre recommandée à la poste, à l'auteur présumé de l'infraction.

TITRE VI. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives*

Art. 52. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Commissariat général au tourisme est inséré dans la liste des organismes d'intérêt public de catégorie A.

Art. 53. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit :

"15° le Commissariat général au tourisme."

Art. 54. A l'article 35, alinéa 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux attractions touristiques, supprimer les termes "ou, dans le cas prévu aux articles 12, alinéa 4, et 33, alinéa 3, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise".

Art. 55. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au tourisme, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1977 et le décret du 2 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du tourisme;

2° l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 1999 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région wallonne, sous la rubrique Direction générale de l'économie et de l'emploi : la section comprenant le personnel du Commissariat général au tourisme;

3° l'article 111 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoir spécifiques au Ministère de la Région wallonne;

4° le décret de la Communauté française du 2 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du tourisme;

5° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1989 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 2 décembre 1988 portant création du Conseil supérieur du tourisme;

6° le décret du 6 mai 1999 relatif aux organismes touristiques, modifié par le décret du 4 juillet 2002;

7° l'arrêté du Gouvernement du 3 juin 1999 relatif aux organismes touristiques.

Art. 56. A l'article 2, 7° et 8°, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, les termes "ou d'un terrain de camping touristique" sont remplacés par les termes "d'un terrain de camping touristique ou d'un terrain de caravanage".

Art. 57. Dans le même décret, sont insérés, après les termes "lettre recommandée à la poste", les mots "avec accusé de réception" aux articles 12, alinéa 3, 22, alinéa 1^{er}, 42, alinéa 2, 58, alinéa 3, 65, alinéa 1^{er}, et 82, alinéa 3.

Art. 58. A l'article 16 du même décret, les termes "l'exploitant" sont remplacés par les termes "le titulaire de l'autorisation".

Art. 59. A l'article 33, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes "et leurs unités de séjour" sont supprimés.

Art. 60. A l'article 35bis du même décret, les termes "le modèle d'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution" sont remplacés par les termes "les modèles d'écussons et détermine les règles relatives à leur apposition et à leur restitution".

Art. 61. A l'article 55bis du même décret, le terme "Gouvernement" est remplacé par les mots "Commissariat général au tourisme" et le terme "prime" par le mot "subvention".

Art. 62. Aux articles 112, alinéa 1^{er}, et 114, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes "d'infrastructures" sont insérés entre le mot "frais" et les termes "d'animation".

Art. 63. A l'article 163 du même décret, les termes "ou de gîte à la ferme" sont remplacés par les termes "de gîte à la ferme, de chambre d'hôtes ou de chambre d'hôtes à la ferme".

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 64. Les organismes touristiques qui, le 16 mai 2001, poursuivent des objectifs touristiques et font usage de la dénomination d'office du tourisme ou de syndicat d'initiative mais n'ont pas introduit de demande de reconnaissance avant le 16 mai 2003 ou ne l'ont pas obtenue, sont autorisés à poursuivre l'utilisation de cette dénomination l'usage de toute signalétique extérieure, sous quelque forme que ce soit, leur est interdit, sauf dérogation accordée par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

Art. 65. Les reconnaissances octroyées par ou en vertu du décret du 6 mai 1999 relatif aux organismes touristiques sont assimilées à la reconnaissance au sens de l'article 17.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 66. Les membres du personnel transféré conservent au moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment du transfert.

Art. 67. La dissolution du Commissariat général au tourisme ne peut être décidée que par décret. Celui-ci règle le mode de liquidation.

L'actif net existant à la liquidation du Commissariat général au tourisme est versé au budget des recettes de la Région wallonne.

Art. 68. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 684 (2003-2004), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion. Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3280

[2004/202631]

27 MEI 2004. — Decreet betreffende de organisatie van het toerisme (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingenHOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijving*

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° toeristische instelling : provinciale federatie voor toerisme, huis voor toerisme, dienst voor toerisme of VVV;

2° wet van 16 juli 1973 : wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

TITEL II. — Het Commissariaat-generaal voor ToerismeHOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Art. 3. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, met name het Commissariaat-generaal voor Toerisme, afgekort : CGT.

Het wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De bepalingen van die wet zijn van toepassing voor zover dit decreet er niet van afwijkt.

Niemand anders mag gebruik maken van de benaming bedoeld in het eerste lid, noch van een ander woord, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

De zetel van het Commissariaat-generaal voor Toerisme is in Namen gevestigd.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 4. § 1. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt belast met :

- 1° de uitvoering van het algemeen toerismebeleid van de Regering;
- 2° het beheer van de toeristische infrastructuren, die eigendom van het Waalse Gewest zijn en waarvan de lijst door de Regering wordt opgesteld;
- 3° de uitvoering van de specifieke acties die de Regering hem toewijst in het kader van de opdrachten bedoeld in § 2.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt ermee belast het toerisme in het Waalse Gewest te organiseren of te bevorderen met alle geschikte middelen.

Het wordt o.a. belast met :

- 1° de behandeling van de aanvragen tot vergunning, erkenning, goedkeuring, indelingsherziening, afwijking van een indelings- of subsidiëringsnorm;
- 2° de toekenning van vergunningen, de desbetreffende indelingen en afwijkingen, alsmede van erkenningen en goedkeuringen;
- 3° de budgettaire vastlegging, de vereffening en betaling van de subsidies inzake toerisme;
- 4° de toeristische promotie van Wallonië op zijn grondgebied en de financiering van de promotieacties gevoerd door de plaatselijke toeristische instellingen;
- 5° de bepaling van de inhoud van het toeristische imago van Wallonië, met inbegrip van de analyse en het ontwerp van de desbetreffende marketinginhoud en strategie;
- 6° het ontwerp en de bekendmaking van de officiële brochures, alsook van andere publicaties die specifieke Waalse toeristische producten promoten, in voorkomend geval in samenwerking met elke andere instelling betrokken bij toerisme;
- 7° de inzameling, analyse en verspreiding van gegevens over het toeristische beleid van het Waalse Gewest;
- 8° de ontwikkeling van gewestelijke toeristische producten;
- 9° de deelname aan jaarbeurzen en tentoonstellingen, in voorkomend geval in samenwerking met elke andere instelling betrokken bij toerisme.

Art. 5. Om zijn opdrachten te vervullen kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme o.a. elke activiteit ontwikkelen en uitoefenen die er rechtstreeks of onrechtstreeks verband mee houdt.

Het Commissariaat kan elke handeling uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met zijn opdrachten.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheden van het personeel van het Commissariaat-generaal voor Toerisme*

Art. 6. Het dagelijkse beheer wordt waargenomen door de Commissaris-generaal voor Toerisme en, indien hij afwezig is, door de Adjunct-commissaris-generaal.

De Commissaris-generaal en de Adjunct-commissaris-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat dat vastgelegd wordt met inachtneming van de voorwaarden van boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse ambtenarencode.

De Regering wijst desgevallend de ambtenaar(aren)-generaal overeenkomstig het vorig lid aan.

De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheid die aan de Commissaris-generaal en de Adjunct-commissaris-generaal worden verleend.

HOOFDSTUK IV. — *Oriëntatiecomité*

Art. 7. Er wordt een oriëntatiecomité opgericht, dat de volgende opdrachten heeft :

- 1° de coördinatie van de bevorderingsacties van het Commissariaat-generaal voor Toerisme en van de 'Office de promotion du Tourisme de la Région wallonne et de la Commission communautaire française' (Dienst voor toerismebevordering van het Waalse Gewest en van de Franstalige Gemeenschapscommissie), een instelling van openbaar nut bedoeld in artikel 1, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 inzake bevordering van het toerisme, hierna Dienst voor toerismebevordering genoemd;
- 2° de Regering advies geven over deelname aan jaarbeurzen en tentoonstellingen;
- 3° voorstellen doen met betrekking tot publicaties waarvan de uitvoering aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme toegewezen wordt;
- 4° de Regering advies geven over het activiteitenverslag bedoeld in artikel 15, § 1.

De samenstelling van het oriëntatiecomité wordt door de Regering bepaald. Het bevat in zijn midden de directeur-generaal van de 'Office de promotion du tourisme' en de Commissaris-generaal voor toerisme.

Het oriëntatiecomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

HOOFDSTUK V. — *Personeel*

Art. 8. De personeelsformatie van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt door de Regering vastgelegd.

De Regering bepaalt, enerzijds, de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Waalse Gewest naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme en voor hun terbeschikkingstelling ervan en, anderzijds, de modaliteiten inzake permutatie tussen het Commissariaat-generaal voor Toerisme en het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VI. — *Financieel beheer*

Art. 9. De middelen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme bestaan uit :

1° een jaarlijkse subsidie die het Waalse Gewest verleent o.a. voor de wedden en lonen, de huur van gebouwen, alle kosten in verband met de dienstenactiviteit, studies, leveringen, werken en onderhoud, berekend in het kader van de jaarlijkse begroting, alsook voor de toekenning van toelagen inzake toerisme;

2° de kredieten toegekend ter dekking van de kosten voor bijzondere opdrachten die hem door de Regering of andere instellingen van openbaar nut gevraagd zouden worden;

3° de opbrengst van elke roerende of onroerende verrichting;

4° allerlei giften;

5° de opbrengsten uit peterschap, coproductie of medefinanciering;

6° de ontvangsten in verband met zijn activiteiten;

7° de financiële tegemoetkoming van privé partners in de uitvoering van projecten die in de lijn liggen van de acties inzake toerismebevordering;

8° de niet opgebruikte saldi van de vorige boekjaren en de nettowinst binnen de door de Regering vastgelegde perken.

Art. 10. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme mag geen leningen aangaan.

Art. 11. Het ontwerp van jaarlijkse begroting van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt door de Regering opgesteld.

Het wordt bij het ontwerp van uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en ter goedkeuring aan de Waalse Gewestraad voorgelegd.

De goedkeuring wordt verworven na stemming van de bepalingen betreffende het Commissariaat-generaal voor Toerisme in het decreet houdende de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

De Regering bepaalt de datum waarop het ontwerp van begroting opgesteld moet worden.

Art. 12. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de in het begrotingsontwerp opgenomen kredieten, behalve als het gaat om uitgaven op grond van een nieuw beginsel die niet toegelaten waren door de begroting van het vorige jaar.

Art. 13. Overdrachten en overschrijdingen van de in de begroting opgenomen kredieten vereisen de toestemming van de Regering.

Als kredietoverschrijdingen vatbaar zijn voor een hogere financiële tegemoetkoming dan oorspronkelijk voorzien op de begroting van het Gewest, worden ze eerst goedgekeurd na stemming van een overeenstemmend krediet op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 14. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme boekt de vastleggingen volgens de regels die de Regering bepaalt.

Art. 15. § 1. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bezorgt de Regering uiterlijk 30 april van het jaar na bedoeld boekjaar een verslag over zijn activiteiten van het afgelopen boekjaar.

De Regering maakt dat verslag aan de Waalse Gewestraad en aan het oriëntatiecomité over binnen zestig dagen na ontvangst ervan.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt uiterlijk 30 april van het jaar na bedoeld jaar de jaarrekening van de uitvoering van zijn begroting, alsook een balans, die vergezeld gaat van een resultatenrekening.

§ 3. De Regering regelt de modaliteiten inzake bestuurs- en begrotingscontrole.

In afwijking van artikel 8, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, legt de Regering een protocol van akkoord vast m.b.t. de controle die de Inspecteur van Financiën op de ontvangsten en uitgaven van het Commissariaat-generaal voor Toerisme uitoefent volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2001 en 16 oktober 2003.

HOOFDSTUK VII. — *Goederen, rechten en plichten*

Art. 16. § 1. De Regering bepaalt de roerende en onroerende goederen van het Waalse Gewest die zonder vergoeding en van rechtswege aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgedragen worden.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme erft de rechten en plichten betreffende de goederen die hem worden overgedragen krachtens het eerste lid.

Alleen het Waalse Gewest is gebonden door de verbintenissen waarvan de betaling vóór de overdracht van eigendom opeisbaar was wat betreft de goederen bedoeld in het eerste lid.

Voor elk overgedragen goed bezorgt de Regering het Commissariaat-generaal voor Toerisme de akten en stukken, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en het kadastraal plan, waarin de rechten, lasten en plichten betreffende het goed vermeld staan.

De akten en stukken worden zo spoedig mogelijk geïnventariseerd.

In geval van geschil over het overgedragen goed, kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme het Waalse Gewest in het geding roepen en kan het Gewest in het geding tussenkomen.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme erft de rechten en plichten van het Waalse Gewest in verband met de opdrachten die hem in hoofdstuk II toegewezen worden.

Het Waalse Gewest moet zich evenwel houden aan de verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomsten die het vóór de inwerkingtreding van dit decreet gesloten heeft.

De Regering bezorgt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de akten en stukken die melding maken van de rechten en plichten die het krachtens deze paragraaf erft.

De overgemaakte akten en stukken worden zo spoedig mogelijk geïnventariseerd.

In geval van geschil kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme het Waalse Gewest in het geding roepen en kan het Gewest in het geding tussenkomen.

TITEL III. — Toeristische instellingen**HOOFDSTUK I. — Erkennung****Afdeling I. — Beginsel en inhoud**

Art. 17. Zonder erkenning mag geen gebruik gemaakt worden van de benamingen "Fédération provinciale du tourisme", "Maison du tourisme", "Office du tourisme" en "Syndicat d'initiative" of van een andere term, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

Afdeling II. — Erkenningsvoorwaarden en behoud van de erkenning

Art. 18. De erkenning als 'Fédération provinciale du tourisme' wordt verleend aan elke vereniging zonder winstoogmerk, elke stichting of elke dienst van een provinciale administratie die de volgende voorwaarden vervult :

1° de ontwikkeling en bevordering van het toerisme in de provincie tot doel hebben;

2° het ambtsgebied van hoogstens één provincie bestrijken, dat zich niet over het ambtsgebied van een andere provinciale federatie voor toerisme uitstrekt;

3° in voorkomend geval, de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven.

De erkenning als 'Fédération provinciale du tourisme' wordt behouden onder de volgende voorwaarden :

1° de actie sluit aan bij het toerismebeleid van het Waalse Gewest;

2° de acties van de huizen voor toerisme op zijn grondgebied coördineren.

Art. 19. De erkenning als 'Maison du tourisme' wordt verleend aan elke beheersvereniging die de volgende voorwaarden vervult :

1° bestaan uit :

a. hetzij een intercommunale waarvan één van de activiteiten met de instemming van de leden toerisme is;

b. hetzij één of meer verenigde Diensten voor toerisme of VVV's;

c. hetzij een daartoe opgerichte vereniging zonder winstoogmerk waarvan de gemeenten alsook de diensten voor toerisme, de VVV's van bedoeld ambtsgebied of andere rechts- of natuurlijke personen die actief zijn in de toeristische sector van het ambtsgebied, lid kunnen zijn, in afwijking van het decreet van 5 december 1996 betreffende de intercommunales;

d. in de veronderstelling dat de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in het vorige lid minstens twee gemeenten omvat, keurt de Regering haar statuten goed volgens de modaliteiten die zij bepaalt :

2° in een onthaalcentrum bestaande uit één of verschillende gebouwen, ervoor zorgen dat de toeristen en dagtoeristen voortdurend onthaald en geïnformeerd worden enerzijds, en de toeristische activiteiten in het eigen ambtsgebied steunen anderzijds;

3° beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat onafhankelijk is van een handelsonderneming of een privé-woning;

4° in voorkomend geval, de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven;

5° met het Waalse Gewest een driejarige programma-overeenkomst sluiten die aan de volgende voorwaarden voldoet :

a. de overeenkomst bepaalt het ambtsgebied van het Huis voor toerisme, dat het grondgebied van minstens twee gemeenten bestrijkt en zich niet over het ambtsgebied van een ander huis voor toerisme uitstrekt;

b. ze betreft, enerzijds, de bevordering van het toerisme en van toeristische activiteiten en, anderzijds, de toeristische organisatie en ontwikkeling, in overleg met de diensten voor toerisme en met de VVV's van het ambtsgebied, alsook met bedoelde provinciale federatie voor toerisme;

c. ze bepaalt de dagelijkse openingsuren van het onthaalbureau van het Huis voor toerisme, met inbegrip van de bijkomende dagelijkse openingsuren op grond van de minimumvereisten opgelegd door de Regering.

Het ontwerp van programma-overeenkomst bedoeld in het vorige lid wordt tegen ontvangbewijs aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgelegd. Het wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de Regering overgemaakt.

Het gaat vergezeld van het advies van de Dienst voor de bevordering van het toerisme, van betrokken Provinciale federatie voor toerisme en van de betrokken gemeenteraden. De Regering keurt de programma-overeenkomst goed en geeft het Huis voor toerisme binnen zes maanden na ontvangbewijs bij ter post aangetekend schrijven kennis van haar beslissing, waarvan een afschrift aan betrokken Provinciale federatie voor toerisme wordt gericht. Als het ontwerp van programma-overeenkomst niet binnen die termijn naar het Huis voor toerisme wordt gestuurd, wordt het geacht niet te zijn goedgekeurd.

De erkenning als 'Maison du tourisme' wordt behouden onder de volgende voorwaarden :

1° beschikken over personeelsleden die minstens tweetalig zijn (Frans-Nederlands, Frans-Engels of Frans-Duits);

2° beschikken over een systeem voor info-toerisme dat ook buiten de openingstijden toegankelijk is, hetzij per telefoon, hetzij via elk ander communicatiekanaal;

3° documentatie over gewestelijk en plaatselijk toerisme ter beschikking stellen van de toeristen;

4° de openingsuren van het onthaalbureau in acht nemen die vastliggen in de programma-overeenkomst bedoeld in het eerste lid, 5°.

Art. 20. De erkenning als 'Office du tourisme' (O.T.) wordt verleend aan elke dienst van een gemeentebestuur of aan elke vereniging zonder winstoogmerk opgericht op initiatief van een gemeente die de volgende voorwaarden vervult :

1° de ontwikkeling en bevordering van het toerisme in de gemeente tot doel hebben;

2° beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat onafhankelijk is van een handelsonderneming of een privé-woning;

3° in voorkomend geval de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven.

De erkenning als 'Office du tourisme' wordt behouden onder de volgende voorwaarden :

1° de ontwikkeling en bevordering van het toerisme in de gemeente tot doel hebben;

2° beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat onafhankelijk is van een handelsonderneming of een privé-woning;

3° in voorkomend geval de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven.

Art. 21. De erkenning als 'syndicat d'initiative (S.I.) wordt verleend aan elke vereniging zonder winstoogmerk die de volgende voorwaarden vervult :

1° de ontwikkeling en bevordering van het toerisme tot doel hebben, hetzij van een deel of het geheel van een gemeente, hetzij van verschillende gemeenten;

2° beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat onafhankelijk is van een handelonderneming of een privé-woning.

De erkenning als 'syndicat d'initiative' wordt behouden onder de volgende voorwaarden :

1° beschikken over een systeem voor infotoerisme dat ook buiten de openingstijden toegankelijk is, hetzij per telefoon, hetzij via elk ander communicatiekanaal;

2° documentatie over gewestelijk en plaatselijk toerisme ter beschikking stellen van de toeristen;

3° de openingsuren van het onthaalbureau in acht nemen die in de beslissing tot erkenning vastliggen.

Elke VVV kan bestaan uit afdelingen met een plaatselijk of thematisch karakter.

Art. 22. De Regering kan de modaliteiten voor de werking van de huizen voor toerisme, de VVV's of diensten voor toerisme nader bepalen voor het publiek.

Afdeling III. — Erkenningsprocedure

Art. 23. Elke aanvraag om erkenning als toeristische instelling wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht.

De Regering bepaalt de inhoud van de aanvraag om erkenning en vermeldt hoeveel exemplaren van het dossier bijgevoegd moeten worden. Ze kan de vorm van de aanvraag bepalen.

Art. 24. § 1. Als de aanvraag onvolledig is, bezorgt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken en deelt het hem mee dat de procedure herbegint vanaf de datum van ontvangst. De ontbrekende stukken worden bij ter post aangetekend schrijven naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme gestuurd.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken stuurt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst naar de aanvrager waaruit blijkt dat het dossier volledig is.

§ 2. Terwijl het de aanvrager kennis geeft van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, tweede lid, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag om erkenning als 'Fédération provinciale du Tourisme' over aan betrokken provincieraad. De provincieraad geeft een gemotiveerd advies, waarvan hij het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, de aanvrager kennis geeft binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum waarop het dossier hem toegezonden wordt. Bij gebrek aan kennisgeving van het advies binnen de voorgeschreven termijn, zet het Commissariaat-generaal voor Toerisme de procedure voort.

Terwijl het de aanvrager kennis geeft van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, tweede lid, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag om erkenning als 'Maison du tourisme', 'Office du tourisme' of 'Syndicat d'initiative' voor advies over aan de provinciale federatie voor toerisme of aan de betrokken gemeentebesturen. De provinciale federatie voor toerisme en de gemeentebesturen geven een gemotiveerd advies, waarvan ze het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, de aanvrager kennis geven binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum waarop het dossier hen toegezonden wordt. Het advies van de gemeentebesturen maakt melding van het advies van elke erkende toeristische instelling die actief is op hun grondgebied. Bij gebrek aan kennisgeving van het advies binnen de voorgeschreven termijn, zet het Commissariaat-generaal voor Toerisme de procedure voort.

Art. 25. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de aanvraag om erkenning en geeft de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs kennis van zijn beslissing binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van verzending van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 24, § 1, tweede lid.

Als het Commissariaat-generaal voor Toerisme niet instemt met het advies van de provincieraad, van de provinciale federatie voor toerisme of van de gemeenteraden, geeft het de motieven daarvan op.

Het gebrek aan kennisgeving aan de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn staat gelijk met een beslissing tot aanvaarding.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft de Regering kennis van de beslissingen tot toekenning of weigering van erkenning en richt een afschrift daarvan aan respectievelijk betrokken provincieraad, betrokken provinciale federatie voor toerisme en betrokken gemeenteraden.

Afdeling IV. — Intrekking van de erkenning

Art. 26. Als een toeristische instelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden of als ze haar verplichtingen niet nakomt, kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme haar erkenning intrekken.

Art. 27. Vooraleer een beslissing tot intrekking te nemen, geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme betrokken toeristische instelling bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs kennis van het motief van de overwogen intrekking.

De toeristische instelling beschikt over vijftien dagen vanaf de datum van ontvangst van het advies om haar opmerkingen bij aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme te richten. Ze kan binnen dezelfde termijn en volgens dezelfde modaliteiten verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt ze door het Commissariaat-generaal voor Toerisme gehoord. Er wordt proces-verbaal opgesteld. Betrokken toeristische instelling wordt minstens acht dagen vóór de vastgelegde datum verwittigd dat ze gehoord zal worden.

Art. 28. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist en geeft de toeristische instelling kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft de Regering kennis van zijn beslissingen tot intrekking en richt een afschrift daarvan aan respectievelijk betrokken provincieraad, betrokken provinciale federatie voor toerisme en betrokken gemeenteraden.

Art. 29. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan steeds beslissen een einde te maken aan de intrekkingprocedure en geeft betrokken toeristische instelling daar kennis van bij ter post aangetekend schrijven.

Een beslissing tot intrekking mag niet genomen worden meer dan zes maanden na de verzending van het schrijven bedoeld in artikel 27, eerste lid.

Afdeling V. — Beroepsvoorwaarden en -procedure

Art. 30. De aanvrager of de houder van een erkenning, hierna ook de 'aanvrager' genoemd, kan een gemotiveerd beroep bij de Regering indienen tegen de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing.

Het wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en gaat vergezeld van een afschrift van de omstreden beslissing, als ze bestaat.

Het beroep is niet opschortend, behalve als het op een beslissing tot intrekking slaat. In dat geval wordt de beslissing tot intrekking opgeschort gedurende de termijn die de aanvrager krijgt om beroep in te dienen en, desgevallend, zolang de Regering zich niet uitgesproken heeft.

Art. 31. Binnen tien dagen na de datum van ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep naar de voorzitter van het technisch comité van de toeristische instellingen.

Art. 32. De aanvrager mag vragen om door het technisch comité van de toeristische instellingen gehoord te worden, hetzij in zijn beroep, hetzij bij ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van dat comité binnen vijftien dagen na ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van zijn beroep.

Het verhoor kan plaatsvinden hetzij voor het technisch comité van de toeristische instellingen, hetzij voor één of meer van zijn afgevaardigden. Er wordt proces-verbaal opgesteld.

De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de vastgelegde datum verwittigd dat hij gehoord zal worden. Hij kan zich door personen van zijn keuze laten vertegenwoordigen of bijstaan.

Art. 33. Binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroepsdossier door de voorzitter, geeft het technisch comité van de toeristische instellingen een gemotiveerd advies, desgevallend na verhoor, dat hij aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overmaakt, samen met een afschrift van het proces-verbaal van verhoor en met elk door de aanvrager overgelegd stuk. Tegelijkertijd worden het advies en, desgevallend, het afschrift van het proces-verbaal van verhoor bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager overgemaakt. Als het advies niet binnen de voorgeschreven termijn meegedeeld wordt, zet de Regering de procedure voort.

Als het comité niet beslist binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, richt de voorzitter binnen de vijf volgende dagen een afschrift van het proces-verbaal van verhoor en elk door de aanvrager overgelegd stuk aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 34. De Regering beslist over het beroep en stuurt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven naar de aanvrager binnen vier maanden na verzending van het in artikel 31 bedoelde bericht van ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Als de Regering niet instemt met het advies van het technisch comité van de toeristische instellingen, geeft zij de motieven daarvan op.

Zij richt een afschrift van haar beslissing aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Op elke vergadering van het technisch comité van de toeristische instellingen geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme informatie over de beslissingen genomen na beroep.

Art. 35. Als de aanvrager de beslissing van de Regering niet ontvangen heeft binnen tien dagen na afloop van de termijn bedoeld in artikel 34, eerste lid, kan hij een herinneringsbrief toesturen. Die brief wordt bij ter post aangetekend schrijven naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme gestuurd. De inhoud ervan vermeldt de term 'herinnering' en vraagt eenduidig dat beslist wordt over het beroep waarvan een afschrift bij de brief gaat.

Als de beslissing van de Regering niet meegedeeld wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de aangetekende herinneringsbrief door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, staat het stilzwijgen van de Regering gelijk met een beslissing tot erkenning.

HOOFDSTUK II. — Schilden en afkortingen

Art. 36. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bezorgt de toeristische instellingen een schild dat eigendom van het Waalse Gewest is.

De Regering bepaalt het model van het schild en de regels voor de aanbreng, reproductie en teruggave ervan.

Zonder erkenning mag geen gebruik gemaakt worden van het schild bedoeld in het eerste lid, noch van een andere afkorting of van een ander schild waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

*HOOFDSTUK III. — Subsidies**Afdeling I. — Algemeenheden*

Art. 37. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de provinciale federaties voor toerisme een subsidie voor hun werking en jaarlijkse animatie.

Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de huizen voor toerisme een subsidie voor hun werking en jaarlijkse animatie.

De Regering kan een aanvullende subsidie verlenen voor specifieke opdrachten die zij aan een huis voor toerisme toevertrouwt.

Art. 38. De krachtens artikel 37 subsidieerbare kosten kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Afdeling II. — Bedrag van de subsidies

Art. 39. De subsidie bedoeld in artikel 37, eerste lid, bedraagt maximum 42.500 euro.

De subsidie bedoeld in artikel 37, tweede lid, omvat :

1° een basisbedrag van maximum 50.000 euro;

2° een aanvullend bedrag van maximum 15.000 euro, naar rato van vaste tranches van 3.750 euro per bijkomend dagelijks openingsuur op grond van het door de Regering vastgelegde minimum.

De Regering kan de bedragen bedoeld in het eerste en het tweede lid op grond van de waarde van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand van de inwerkingtreding van dit decreet aanpassen aan de hand van volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag bedoeld in het eerste lid} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{basisindex}}$$

waarbij de basisindex = die van kracht op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index = die van de maand van de verjaardatum van die inwerkingtreding.

De bedragen aanpast overeenkomstig het vorige lid worden naar beneden afgerond als de decimaal kleiner is dan 50 en naar boven als de decimaal gelijk aan 50 of meer.

Afdeling III. — Procedure voor de toekenning, betaling en terugbetaling van de subsidies

Art. 40. De aanvraag om toekenning van een subsidie wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht.

De Regering bepaalt de inhoud en de vorm van de aanvraag om subsidie. De Regering bepaalt het aantal bij te voegen exemplaren van het dossier.

Art. 41. De subsidies bedoeld in artikel 37 kunnen betaald worden na ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het verslag over de activiteiten die de verzoekende toeristische instelling heeft uitgeoefend in de loop van het boekjaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat.

De gezamenlijke bewijsstukken van de krachtens artikel 37 subsidieerbare uitgaven worden overgelegd uiterlijk 31 maart van het jaar dat volgt op de betaling van de subsidies.

Bij niet inachtneming van de termijn bedoeld in het tweede lid worden de onrechtmatig gestorte bedragen terugbetaald, behoudens verlenging toegekend door de Regering naar aanleiding van een behoorlijk gerechtvaardigd verzoek dat de begunstigde vóór afloop van de aanvankelijke termijn indient.

Art. 42. De begunstigde van de subsidie betaalt ze integraal terug als ze niet gebruikt wordt voor de gestelde doeleinden of als de erkenning ingetrokken wordt binnen de termijn bedoeld in artikel 41, tweede lid.

TITEL IV. — Hoge raad voor toerisme en technische comités**HOOFDSTUK I. — Samenstelling van de Hoge raad voor toerisme**

Art. 43. § 1. De Hoge raad voor toerisme bestaat uit :

1° de voorzitter en twee leden van elk van de technische comités, aangewezen overeenkomstig artikel 48, derde lid;

2° acht personen, die geen lid zijn van een technisch comité, bekend om de deskundigheid die ze in de toeristische sector verworven hebben bij het uitoefenen van reguliere activiteiten, tegenwoordig of in het verleden, met inachtneming van de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973.

Elk lid heeft een plaatsvervanger. De Regering kiest de voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge raad voor toerisme onder de acht personen bedoeld in het eerste lid, 2°.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter, de overige leden van de Hoge raad voor toerisme en hun plaatsvervangers worden door de Regering aangewezen. De Regering zorgt ervoor dat de toeristische sectoren die niet over een technisch comité beschikken en de 'Office de promotion du tourisme' een vertegenwoordiger hebben onder de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, met inachtneming van artikel 92ter, tweede lid, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

Art. 44. De Hoge raad voor toerisme kan bij meerderheid van stemmen van de leden waaruit hij bestaat, binnen zijn midden of in overleg met één of verschillende technische comités tijdelijke werkgroepen oprichten die welbepaalde vraagstukken zullen onderzoeken.

Art. 45. De Regering verzoekt de Hoge raad voor toerisme om advies over elk voorontwerp van decreet en ontwerp van reglementair besluit inzake toerisme.

De Hoge raad voor toerisme geeft hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering advies over het toeristische beleid in het algemeen en over elk voorstel van decreet betreffende toerisme dat aan de Waalse Gewestraad overgelegd wordt.

De Hoge raad voor toerisme geeft advies binnen dertig dagen als het door de Regering vereist wordt. Als het advies niet binnen de vastgelegde termijn gegeven wordt, zet de Regering de procedure voort.

De Hoge raad voor toerisme staat bovendien in voor de coördinatie van de adviezen gegeven door de technische comités zoals bedoeld in artikel 47, 1°.

HOOFDSTUK II. — Technische comités

Art. 46. De technische comités zijn samengesteld als volgt :

1° het technisch comité voor sociaal toerisme, uit vertegenwoordigers van het sociaal toerisme, met inachtneming van de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973;

2° het technisch comité voor het hotelwezen, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naar gelang het aantal leden;

3° het technisch comité voor de reisagentschappen, uitbaters van vergunde reisagentschappen, touroperators, autocarexploitanten en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naar gelang het aantal leden;

4° het technisch comité voor het hotelwezen in de openlucht, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 18° en 21°, van het decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen en van de kampeerdersverenigingen, al naar gelang het aantal leden;

5° het technisch comité voor de streekgebonden toeristische logies en gemeubileerde vakantiewoningen, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 7° en 8°, van het decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naar gelang het aantal leden;

6° het technisch comité voor de vakantiedorpen, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van een benaming bedoeld in artikel 2 en 24bis van het decreet betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naar gelang het aantal leden;

7° het technisch comité voor de toeristische instellingen, uit twee vertegenwoordigers van de provinciale federaties voor toerisme, drie vertegenwoordigers van de huizen voor toerisme en zeven vertegenwoordigers van de VVV's en diensten voor toerisme, gekozen om een evenwichtige geografische vertegenwoordiging te waarborgen, met inachtneming van de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973;

8° het technisch comité voor de toeristische bezienswaardigheden, uit houders van een vergunning om gebruik te maken van de benaming 'attraction touristique' en uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen, al naar gelang het aantal leden.

Art. 47. De technische comités vervullen de volgende taken :

1° op eigen initiatief of op uitdrukkelijk verzoek van de Hoge raad voor toerisme of van het Commissariaat-generaal voor Tourisme advies geven over specifieke vraagstukken i.v.m. het toeristische beleid te voeren in het domein dat strikt onder hun bevoegdheid valt;

2° op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Tourisme advies geven i.v.m. erkenningen, vergunningen, herkenningen of allerlei afwijkingen;

3° op verzoek van de Regering advies geven i.v.m. de toekenning van subsidies aan de privé sector.

Art. 48. Elk technisch comité bestaat uit twaalf leden, voorzitter en ondervoorzitter inbegrepen.

De leden van de technische comités en hun plaatsvervangers worden door de Regering benoemd na openbare oproep tot de kandidaten. De kandidaten zijn bekend om de deskundigheden die ze in de toeristische sector verworven hebben bij het uitoefenen van reguliere activiteiten, in het verleden of tegenwoordig.

Op zijn eerste vergadering legt elk technisch comité binnen zijn midden een dubbeltal van twee namen voor aan de Hoge raad voor toerisme, waaronder de Regering de voorzitter en de ondervoorzitter aanwijst, enerzijds, en een dubbeltal van vier namen, waaronder de Regering twee gewone en twee plaatsvervangende leden kiest, anderzijds.

De hernieuwing van de leden wordt volgens dezelfde procedure doorgevoerd.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 49. § 1. De leden van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités worden benoemd binnen zes maanden na de hernieuwing van de Waalse Gewestraad. Hun mandaat loopt vijf jaar, met ingang van het benoemingsbesluit. De Hoge raad voor toerisme en van de technische comités hebben evenwel zitting op geldelijke wijze zolang hun hernieuwing niet doorgevoerd wordt. Elk mandaat is hernieuwbaar.

De Regering wijst een afgevaardigde aan die met raadgevende stem deelneemt aan de werkzaamheden en beraadslagingen van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités.

Eén of meer afgevaardigden van het Commissariaat-generaal voor Tourisme mogen de vergaderingen van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités met raadgevende stem bijwonen.

Het mandaat verstrijkt van rechtswege als de mandataris de functie waarvoor het toegekend werd niet meer uitoefent.

Na drie ongerechtvaardigde afwezigheden wordt het lid ambtshalve door zijn plaatsvervanger vervangen.

De plaatsvervanger, die gewoon lid wordt, voleindigt het mandaat van het lid dat hij vervangt.

§ 2. Het huishoudelijk reglement van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités wordt door de Regering vastgelegd.

Om geldig te kunnen beraadslagen is minstens de helft van de leden aanwezig. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De Hoge raad voor toerisme en van de technische comités vergaderen al naar gelang de behoeften en minstens één keer per jaar, na bijeenroeping door hun voorzitter. De Hoge raad voor toerisme en betrokken technisch comité worden op verzoek van minstens twee derde van de leden door hun voorzitter bijeengeroepen binnen de volgende dertig dagen.

Het secretariaat van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat-generaal voor Tourisme.

De voorzitters van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités mogen derden als deskundigen laten deelnemen aan de vergaderingen die zij voorzitten alsook aan de tijdelijke werkgroepen bedoeld in artikel 44.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités.

TITEL V. — *Overtredingen en straffen*

Art. 50. Er wordt voorzien in één tot zeven dagen gevangenisstraf en in een boete van 26 à 5.000 euro of in slechts één van die straffen bij gebruik zonder erkenning :

1° hetzij van de benaming 'Commissariat général au tourisme', 'fédération provinciale du tourisme', 'maison du tourisme', 'office du tourisme' of 'syndicat d'initiative' of van een andere term, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan;

2° hetzij van het schild bedoeld in artikel 36, hetzij van een ander schild of afkorting waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

Er wordt voorzien in acht dagen tot één maand gevangenisstraf en in een boete van 26 à 5.000 euro of in slechts één van die straffen voor :

1° de provinciale federatie voor toerisme die artikel 18 overtreedt;

2° het huis voor toerisme dat artikel 19 overtreedt;

3° de dienst voor toerisme die artikel 20 overtreedt;

4° de VVV die artikel 21 overtreedt.

Die overtredingen vallen onder de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85.

Art. 51. Onverminderd de rechten van de officieren van de gerechtelijke politie, worden de door de administratie aangewezen ambtenaren en personeelsleden belast met het toezicht op de naleving van de bij of krachtens dit decreet vastgelegde regels.

De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het vorige lid hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Ze leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

Bij overtreding van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan maken ze proces-verbaal op dat bewijskracht heeft tot bewijs van het tegendeel.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt het proces-verbaal binnen tien dagen na de datum van opstelling ervan aan de Procureur des Konings over en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de vermeende overtreder.

TITEL VI. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 52. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt het Commissariaat-generaal voor Toerisme opgenomen op de lijst van de instellingen van openbaar nut van categorie A.

Art. 53. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt aangevuld als volgt :

“15° het Commissariaat-generaal voor Toerisme”.

Art. 54. In artikel 35, tweede lid, van het decreet van 1 april 2004 betreffende de toeristische bezienswaardigheden worden de termen “of, in de gevallen bepaald in de artikelen 12, vierde lid, en 33, derde lid, na de datum waarop de beslissing tot weigering als vaststaand wordt beschouwd” geschrapt.

Art. 55. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 september 1963 houdende reorganisatie van het Commissariaat-generaal voor toerisme, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1977 en bij het decreet van 2 december 1988 houdende oprichting van een Hoge raad voor toerisme;

2° artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 1999 tot vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest, onder de rubriek Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling : de afdeling bevattende het personeel van het Commissariaat-generaal voor toerisme;

3° artikel 111 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 december 1988 houdende oprichting van een Hoge raad voor toerisme;

5° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 april 1989 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 2 december 1988 houdende oprichting van een Hoge raad voor toerisme;

6° het decreet van 6 mei 1999 betreffende de toeristische instellingen, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002;

7° het besluit van de Regering van 3 juni 1999 betreffende de toeristische instellingen.

Art. 56. In artikel 2, 7° en 8°, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkenrichtingen worden de termen “of een toeristisch kampeerterrein” vervangen door de termen “een toeristisch campingterrein of een caravaningterrein”.

Art. 57. In de artikelen 12, derde lid, 22, eerste lid, 42, tweede lid, 58, derde lid, 65, eerste lid, en 82, derde lid, van hetzelfde decreet worden na de termen “bij ter post aangetekend schrijven” de termen “met ontvangstbewijs” ingevoegd.

Art. 58. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de termen “De uitbater” vervangen door de termen “De houder van de vergunning”.

Art. 59. In artikel 33, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de termen “en hun verblijfseenheden” geschrapt.

Art. 60. In artikel 35bis van hetzelfde decreet worden de termen “het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrengen en teruggave ervan” vervangen door de termen “de modellen van de schilden vast en bepaalt de regels voor het aanbrengen en teruggeven ervan”.

Art. 61. In artikel 55bis van hetzelfde decreet worden de termen “de Regering” vervangen door de termen “Het Commissariaat-generaal voor toerisme” en wordt de term “premie” vervangen door de term “subsidie”.

Art. 62. In de artikelen 112, eerste lid, en 114, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de term “animatiekosten” vervangen door de termen “kosten voor animatieinfrastructuur”.

Art. 63. In artikel 163 van hetzelfde decreet worden de termen of “vakantiewoning op de hoeve” vervangen door de termen “vakantiewoning op de hoeve, gastenkamer of gastenkamers op de hoeve”.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 64. De toeristische instellingen die op 16 mei 2001 toeristische doelstellingen nastreven en gebruik maken van de benaming ‘office du tourisme’ of ‘syndicat d’initiative’ maar die vóór 16 mei 2003 geen aanvraag om erkenning hebben ingediend of verkregen, mogen die benaming blijven gebruiken. Het is hen verboden externe kenmerken te gebruiken, ongeacht de vorm ervan, behalve afwijking verleend door de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 65. De erkenningen verleend bij of krachtens het decreet van 6 mei 1999 betreffende de toeristische instellingen worden gelijkgesteld met de erkenning bedoeld in artikel 17.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 66. De overgeplaatste personeelsleden behouden minstens de geldelijke rechten en de anciënniteit die ze hadden of verkregen zouden hebben als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt waren blijven uitoefenen dat ze bekleedden bij hun overplaatsing.

Art. 67. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan slechts bij decreet ontbonden worden. Dat decreet regelt de wijze van ontbinding.

De nettoactiva bij de ontbinding van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt op de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest gestort.

Art. 68. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 684 (2003-2004), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.

Bespreking. Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3281

[2004/202604]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, notamment les articles 4, 7 et 9 à 11;

Vu l'approbation du régime d'aide par la Commission européenne, donnée le 7 novembre 2002;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 23 février 2004;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'économie sociale marchande, donné le 23 février 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

2^o l'entreprise d'insertion : l'entreprise d'insertion visée à l'article 2, 1^o, du décret;

3^o le Ministre : le Ministre de l'Emploi;

4^o l'Administration : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5^o la Commission : la Commission d'agrément visée à l'article 4 du décret.